

Il me vient à l'esprit que si je vous avais parlé de renforcer l'Alberta et le Canada il y a trois ans, j'aurais proposé d'abolir le Programme énergétique national, de remplacer l'Agence d'examen de l'investissement étranger, de réduire le déficit, d'améliorer les relations entre Ottawa et les provinces et de prendre conscience de nos problèmes et de nos perspectives d'avenir en ce qui concerne le commerce international.

Il n'est plus nécessaire de parler de ces différents objectifs. Le déficit fédéral est inférieur de plusieurs milliards de dollars à ce qu'il aurait été sous l'ancien régime. Le PEN et l'AEIE sont choses du passé. Les Premiers ministres, malgré leurs divergences d'opinion courageusement rapportées, ont convenu de s'engager ensemble dans les négociations commerciales canado-américaines. On ne peut sous-estimer l'importance de ces réalisations. Elles reflètent un changement fondamental dans la politique nationale canadienne, changement particulièrement important pour l'Alberta qui a énormément souffert des politiques que nous avons mises de côté.

En ce qui concerne l'Alberta, l'ironie du sort veut qu'au moment même où nous commençons à appliquer des politiques nationales favorisant sa croissance, de nouveaux problèmes assaillent nos industries de base - l'énergie, l'agriculture et, à présent, le bois. Ces problèmes sont complexes et certains d'entre eux nécessiteront l'intervention des gouvernements provinciaux et fédéral. C'est pourquoi le Premier ministre annonçait à la fin d'avril de nouvelles initiatives fédérales dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture. Nous avons augmenté le prix du blé sur le marché intérieur, aboli les taxes sur le diesel et l'essence pour les agriculteurs, gelé les frais de transport à leur niveau actuel pour les producteurs et modifié l'impôt sur les revenus du pétrole et du gaz. Nous étudions d'autres mesures relatives à ces deux secteurs et nous attendons avec impatience que les gouvernements provinciaux fassent leur part dans leur domaine de juridiction.

Il devient cependant de plus en plus évident qu'un grand nombre de solutions exigent une action internationale. La politique étrangère n'est plus tellement étrangère. Prenons le cas de l'agriculture.

Les fermiers canadiens sont parmi les plus productifs au monde. Leur productivité s'est accrue de façon spectaculaire. Sans que le territoire agricole ne se soit vraiment accru, nos agriculteurs produisent aujourd'hui cinq fois plus de nourriture qu'en 1940, et à un coût unitaire